COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 17-23 Octobre 2015

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Sommaire

Environnement et sécurité.....3

- Une réunion d'experts a Maurice dans le cadre du projet de Surveillance pour l'environnement et la sécurité en Afrique.
- Communiqué de presse conjoint Union européenne – France : Une journée dédiée à l'Action pour le climat en Grande Comores

Pêche.....11

- Les pêcheurs artisanaux de l'Océan Indien réunis dans une fédération
- Thon : les pêcheurs locaux toujours en attente

Sécurité alimentaire.....19

- Milan Summit : Madagascar the granary of indoceania

Santé.....20

- Pour la première fois, la Commission de l'océan Indien organise une semaine autour de la science en Indianocéanie.
- Seychelles and Indian Ocean sister nations commit to continued solidarity in the fight against HIV/AIDS and Hepatitis

Biodiversité.....33

- The hidden population of our culture exposition photo

Sécurité maritime.....35

- Seychelles shares pirate prosecution model with West African countries

Jeux des iles.....38

- L'hégémonisme français menace l'intégration de La Réunion et de Mayotte

Energie renouvelable.....43

- Un atelier sur les énergies renouvelables à Fomboni

Environnement et sécurité

Une réunion d'experts a Maurice dans le cadre du projet de Surveillance pour l'environnement et la sécurité en Afrique.

2015-10-15



L'atelier de travail est à deux volets. Le premier est axé sur la formation par rapport à la production de bulletins océanographiques et se déroulera au Regional Meteorological Training and Research Centre à Vacoas. Une réunion du comité de travail technique au MOI à Quatre Bornes complètera le programme.

MESA (Monitoring of Environment ans Security in Africa) vise à consolider et à étendre les services opérationnels environnementaux offerts dans le cadre du Programme de surveillance africaine de l'environnement pour un développement durable (AMESD). ce programme a aussi comme objectif d'accroître son champ d'action, notamment par la prestation de services climatologiques en Afrique.

Le projet MESA comprend sept actions thématiques pour soutenir et améliorer la prise de décisions en ce qui concerne la gestion environnementale. La COI a sélectionné l'action thématique 'Gestion marine et côtière' et le MOI (Mauritius Oceaograhy Institute)est responsable de la mise en œuvre. Dans le cadre de ce projet, une subvention à hauteur de 1,79 millions euros a été signée en mars 2014 entre le MOI, la Commission de l'Union européenne et l'Union africaine.

La mission du projet MESA consiste à renforcer les capacités de gestion de l'information, de prise de décision et de planification des institutions africaines chargées de l'environnement, du climat, de la sécurité alimentaire et des questions connexes, que ce soit au niveau continental, régional ou national, en facilitant l'accès et l'exploitation des applications d'observation de la Terre pertinentes pour l'Afrique.
http://mbc.intnet.mu/mbc/localnews?id=3557

www.LeMatinal.com

Projet MESA: Maurice accueille un atelier de travail régional technique

15/10/2015



Le Projet MESA vise à consolider et à étendre les services opérationnels environnementaux.

Dans le cadre du projet de Surveillance pour l'environnement et la sécurité en Afrique (MESA), l'Institut d'océanographie de Maurice (MOI), en tant que centre régional de mise en oeuvre,

organise depuis lundi un atelier de travail régional technique. Cet atelier pendra fin ce vendredi.

L'atelier comprend deux volets. Le premier est axé sur la formation par rapport à la production de bulletins océanographiques et se tient au Regional Meteorological Training and Research Centre de Vacoas. Une réunion du comité de travail technique au MOI à Quatre-Bornes complètera le programme. L'atelier est destiné à des cadres techniques qui travaillent au Marine Resources Management Service.

Des délégués internationaux des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien, du laboratoire marine de Plymouth au Royaume-Uni, ainsi que des représentants du ministère de l'Economie océanique, des Ressources marines, de la Pêche, des Services maritimes et des Iles, de la Commission de l'Océan Indien, et des Services météorologiques participent à cet atelier. D'autres pays participants sont le Mozambique, le Kenya et la Tanzanie.

Les objectifs de l'atelier régional sont de réunir les cadres techniques responsables du volet 'Gestion de ressources marines' du projet MESA en vue de partager les informations sur le développement et la mise en œuvre du service ; et d'entreprendre une formation sur l'analyse et l'interprétation des données océanographiques pour la production de bulletins à l'échelle nationale.

Le Projet MESA vise à consolider et à étendre les services opérationnels environnementaux offerts dans le cadre du Programme de surveillance africaine de l'environnement pour un développement durable (AMESD) et à accroître son champ d'action, notamment par la prestation de services climatologiques en Afrique.

Le projet MESA se décline en sept actions thématiques visant à soutenir et améliorer la prise de décisions en ce qui concerne la gestion environnementale. La COI a sélectionné l'action thématique 'Gestion marine et côtière' et le MOI est responsable de la mise en œuvre. Dans le cadre de ce projet, une subvention à hauteur de 1,79 millions euros a été signée en mars 2014 entre le MOI, la Commission de l'Union européenne et l'Union africaine.

http://www.lematinal.com/news/local/10271-projet-mesa-maurice-accueille-un-atelier-de-travail-regional-technique.html

Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

Maurice accueille un atelier de travail régional technique

15 octobre 2015

Dans le cadre du projet de Surveillance pour l'environnement et la sécurité en Afrique (MESA), l'Institut d'Océanographie de Maurice (MOI) en tant que Centre régional de mise en oeuvre organise du 12 au 16 octobre 2015 un deuxième atelier de travail régional technique.

L'atelier est à deux volets. Le premier est axé sur la formation par rapport à la production de bulletins océanographiques et se déroulera au Regional Meteorological Training and Research Centre à Vacoas. Une réunion du comité de travail technique au MOI à Quatre Bornes complètera le programme. L'atelier est destiné à des cadres techniques qui travaillent au Marine Resources Management Service, en particulier avec des graphiques des zones de pêches potentielles et les paramètres biologiques et océanographiques physiques.

Des délégués internationaux des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien, du laboratoire marine de Plymouth en Royaume-Uni, ainsi que des représentants du ministère de l'Economie océanique, des Ressources marines, de la Pêche, des Services maritimes et des Iles, de la Commission de l'Océan Indien, et des Services météorologiques participent à cet atelier. D'autres pays participants sont le Mozambique, le Kenya et la Tanzanie.

Les objectifs de l'atelier régional sont de réunir les cadres techniques responsables du volet 'Gestion de ressources marines' du projet MESA en vue de partager les informations sur le développement et la mise en œuvre du service; et d'entreprendre une formation sur l'analyse et l'interprétation des données océanographiques pour la production de bulletins à l'échelle nationale.

Projet MESA

MESA vise à consolider et à étendre les services opérationnels environnementaux offerts dans le cadre du Programme de surveillance africaine de l'environnement pour un développement durable (AMESD) et à accroître son champ d'action, notamment par la prestation de services climatologiques en Afrique.

Le projet MESA se décline en sept actions thématiques visant à soutenir et améliorer la prise de décisions en ce qui concerne la gestion environnementale. La COI a sélectionné l'action thématique 'Gestion marine et côtière' et le MOI est responsable de la mise en œuvre. Dans le cadre de ce projet, une subvention à hauteur de 1,79 millions euros a été signée en mars 2014 entre le MOI, la Commission de l'Union européenne et l'Union africaine.

La mission du projet MESA consiste à renforcer les capacités de gestion de l'information, de prise de décision et de planification des institutions africaines chargées de l'environnement, du climat, de la sécurité alimentaire et des questions connexes, que ce soit au niveau continental, régional ou national, en facilitant l'accès et l'exploitation des applications d'observation de la Terre pertinentes pour l'Afrique.

Les résultats majeurs escomptés du projet MESA sont les suivants: offrir aux acteurs africains un accès meilleur et durable aux données et informations d'observation de la Terre aux niveaux continental, régional et national; améliorer les services de données et d'informations d'observation de la Terre disponibles pour faciliter la prise de décisions et la planification aux niveaux continental, régional et national; et améliorer la coopération et les échanges à la fois entre les régions du continent africain et avec les partenaires européens pour favoriser la synergie, l'efficacité et l'intégration des services d'information à l'échelle du continent.

Le projet vise également à renforcer les cadres politiques et stratégiques pour garantir une participation active et durable des acteurs africains aux initiatives d'observation de la Terre à visée environnementale et sécuritaire; et étoffer les connaissances des acteurs africains en matière d'informations d'observation de la Terre pour en tirer des bénéfices durables.

MESA est financé par le 10e FED de l'Union européenne, avec une enveloppe budgétaire de 37 millions d'euros. Le projet est mis en œuvre par la Commission de l'Union africaine, l'assistance technique internationale, les six centres régionaux de mise en œuvre, EUMETSAT et l'European Commission Joint Research Centre.

http://www.maurice-info.mu/maurice-accueille-un-atelier-de-travail-regional-technique.html



Samedi Plus 17 au 23 Oct 2015

PROJET DE SURVEILLANCE POUR LA SÉCURITÉ ET L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE

Maurice accueille un atelier de travail régional technique

Dans le cadre du projet de Surveillance pour l'environnement et la sécurité en Afrique (MESA), l'Institut d'Océanographie de Maurice (MOI) en tant que Centre régional de mise en oeuvre a organisé du 12 au 16 octobre 2015 un deuxième atelier de travail régional technique.

L'atelier était à deux volets. Le premier axé sur la formation par rapport à la production de bulletins océanographiques et se déroulera au Regional Meteorological Training and Research Centre à Vacoas. Une réunion du comité de travail technique au MOI à Quatre Bornes a complété le programme. L'atelier est destiné à des cadres techniques qui travaillent au Marine Resources Management Service, en particulier avec des graphiques des zones de pêches potentielles et les paramètres biologiques et océanographiques physiques.

Des délégués internationaux des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien, du laboratoire marine de Plymouth en Royaume-Uni, ainsi que des représentants du ministère de l'Economie océanique, des Ressources marines, de la Pêche, des Services maritimes et des Iles, de la Commission de l'Océan Indien, et des Services météorologiques ont participé à cet atelier. D'autres pays participants sont le Mozambique, le Kenya et la Tanzanie.

Les objectifs de l'atelier régional sont de réunir les cadres techniques responsables du volet 'Gestion de ressources marines' du projet MESA en vue de partager les informations sur le développement et la mise en œuvre du service; et d'entreprendre une formation sur l'analyse et l'interprétation des données océanographiques pour la production de bulletins à l'échelle nationale.

afrikECO.com

Communiqué de presse conjoint Union européenne – France : Une journée dédiée à l'Action pour le climat en Grande Comores

21 OCTOBRE 2015

Ce matin, c'est dans une ambiance conviviale qu'une centaine de personnes se sont rassemblées à Moroni, sur la zone de la Corniche, pour une opération de nettoyage. Les représentants de la Direction générale de l'Environnement, de la Mairie de Moroni, de l'Union européenne, et de l'Ambassade de France ont participé avec entrain à cette activité. L'opération a été suivie dans l'après-midi de la conférence "De l'Or dans nos déchets" qui s'est tenue à l'Alliance française, et par le lancement officiel du Programme d'appui à l'Union des Comores pour le renforcement de la résilience au changement climatique.

Opération de nettoyage et conférence sur le recyclage et la valorisation de déchets

L'opération de nettoyage est une initiative de l'Union européenne, menée en étroite collaboration avec le Ministère de l'Environnement et la Commission de l'océan Indien (COI). SYAH Comores, une organisation non gouvernementale a organisé l'évènement qui a pour objectif de rassembler les citoyens autour d'une cause commune et de les sensibiliser sur la relation de cause à effet entre les activités humaines et le changement climatique. On pouvait lire sur les banderoles et les tee-shirts des participants : "Action pour le climat, rejoignez-nous pour zi siwa zi rahafu". L'opération de nettoyage a été suivie d'une séance de sensibilisation sur l'importance du tri des déchets et une exposition de produits réalisés à partir des déchets.

A cette occasion, l'Ambassadrice Marjaana Sall, Chef de Délégation de l'Union européenne auprès de l'Union des Comores a déclaré :

- "… l'Union européenne est fière de prendre le drapeau de la lutte contre le changement climatique et met en œuvre des actions de grande envergure dans les pays en développement et spécialement dans les petits états insulaires. Ceci se concrétise notamment à travers le programme "Alliance mondiale contre le changement climatique" ou par tous les efforts conjoints afin de rendre la Conférence de Paris (la COP 21) un grand succès historique. Nous espérons tous que cette conférence puisse aboutir à un accord contraignant de portée mondiale pour rendre notre planète durable.".

M. Robby Judes, Ambassadeur de France à Moroni a ajouté :

- "Cette action s'inscrit parmi les initiatives concrètes dans lesquelles s'est engagée l'Ambassade de France pour contribuer à la préservation de l'environnement et de la biodiversité aux Comores. Au-delà des évènements de sensibilisation, il est important de mener sur le terrain des actions directes, modestes mais utiles. J'espère que cette démarche engagée avec la Mairie de Moroni participera d'un élan commun pour consolider un programme communal de gestion des déchets".

Dans le cadre de l'action pour le climat en Grande Comore, une conférence intitulée "De l'Or dans nos déchets" et une expo-vente d'artisans ont eu lieu dans l'après-midi à l'Alliance française. L'objectif est de démontrer les possibilités de valorisation et du recyclage des déchets domestiques.

L'action en Grande Comore marque le lancement de la campagne "Action pour le Climat : rejoignez-nous pour des îles plus propres". Elle représente l'une des six opérations lancées à l'initiative de l'Union européenne à Maurice, à Rodrigues, aux Seychelles, en Grande Comore, à Anjouan et à Mohéli. Elle s'insère dans la diplomatie européenne pour le climat en vue

de la prochaine Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques qui aura lieu à Paris en décembre.

Programme d'appui à l'Union des Comores pour le renforcement de la résilience au changement climatique

Cette action pour le climat en Grande Comore a été complétée par le lancement officiel du Programme d'appui à l'Union des Comores pour le renforcement de la résilience au changement climatique, un projet de 3 millions d'euros financé par l'Union européenne au titre de l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC ou GCCA). L'objectif global du projet, mis en œuvre par le Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie, et de l'Artisanat (MPEEIA), est de contribuer aux efforts de l'Union des Comores en matière de développement et de lutte contre la pauvreté à travers un renforcement de la résilience du pays au changement climatique.

http://www.afrikeco.com/article47362.html

Pour en savoir plus cliquez les liens ci-dessous

-**http://www.africa1.com/spip.php?article59704**

-**http://africa-newsroom.com/press/communique-de-presse-conjoint-union-europeenne--france-une-journee-dediee-a-laction-pour-le-climat-en-grande-comore?lang=fr**

-**http://www.habarizacomores.com/2015/10/communique-de-presse-une-journee-dediee.html**

Pêche

European Year for Development

europa.eu

Protecting fisheries in the far-flung reaches of the EU

- By EU Delegation in Mauritius, European Union
- Added 14/10/2015



In spite of its distance from the European mainland, the European Union is playing a key role in surveillance in the southwest Indian Ocean, helping to monitor and control fishing activities in the region. In fact, the outermost reaches of the EU (the French islands of Mayotte and Reunion) are in the Indian Ocean. Furthermore, many EU-flagged fleets fish in the region and therefore have a deep interest in the welfare and management of tunas and tuna-like species distributed in the Indian ocean and in EU partnership agreements with the fisheries of the Seychelles, Mauritius, the Comoros and Madagascar.

Since 2007, in collaboration with the Indian Ocean Commission, the EU has participated in the Regional Plan for Fisheries Surveillance in the Southwest Indian Ocean in order to fight more effectively against illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing. This plan also includes Kenya and Tanzania and is co-funded by the European Development Fund.

IUU fishing is a major problem in the region and according to the Secure Fisheries project accounts for 32% of fishing in the east Indian Ocean and 18% in the west. The World Bank estimates that Tanzania alone loses $220 million a year through IUU.

These agreements have made it possible to establish a common system for the exchange of data on the position of vessels in the Indian Ocean

thus helping to reduce the occurrence of illegal fishing. The programme also includes installing remote sensing tools to monitor fishing activities by satellite and joint inspection patrols by sea and air the coastal states. By maximising sea and surveillance capacity at a regional level, the use of VMS and through national inspection personnel working together in integrated teams, ocean surveillance has been greatly improved and has led to the detention of a number of vessels fishing illegally in the southwest Indian Ocean.

This support has been implemented in the framework of bilateral fisheries partnerships with which the European Union provides support to public fisheries management in partner states.

https://europa.eu/eyd2015/en/european-union/stories/protecting-fisheries-indian-ocean

EUROPEAN COURT OF AUDITORS
Guardians of the EU finances

Fisheries agreements: "generally well managed but weaknesses must be addressed"

20/10/2015



Weaknesses in the management of EU fisheries agreements with third countries in Africa and the Indian Ocean are leading to higher prices for some of the fish caught, according to a new report from the European Court of Auditors. At the same time, a lack of reliable data is hampering the European Commission's efforts to ensure that EU vessels fish only the surplus resources of partner countries, says the report.

Under the Sustainable Fisheries Partnership Agreements, the EU pays to obtain access for its external fleet to other countries' fishing grounds. The

agreements aim to promote sustainable fish stocks, provide a stable framework for the EU fleet to access fishing grounds and support fisheries governance in partner countries. The European Commission negotiates the fishing stocks and quantities accessible, the payments made by the EU, and the conditions applicable. The EU's auditors assessed the negotiation and the implementation of the agreements, the Commission's monitoring of catches and the selection and control of the actions funded.

The auditors found that although the agreements were generally well managed, the tonnage negotiated was often higher than the catches reported from previous periods. This leads to regular underuse. Because the EU pays in full regardless of the amount of fishing actually done, the real cost paid was frequently higher than the price negotiated. In Mozambique, the real cost per tonne of tuna in 2013 was about six times higher than the price which had been negotiated.

The agreements are supposed to ensure the sustainability of the fisheries concerned by allowing the EU vessels to fish only the surplus resources of partner countries. But the auditors have doubts that the so-called "surplus" can be calculated in a reliable manner, due to a lack of reliable information on fish stocks.

There was also a lack of reliable, consistent and complete data on actual fish catches made by the EU fleet, with significant differences among the data provided by Member States, the Commission and the evaluations of the agreements. The Commission had limited control over the activities actually implemented by the partner countries under the sectorial support, which were,in some cases, different to those agreed at the start.

"*These weaknesses can and must be addressed if we want the fisheries partnership agreements to contribute effectively towards sustainable fisheries in our partners' countries, while ensuring the activity of our fishing fleet*", **said Mr Jan Kinšt, the Member of the Court of Auditors responsible for the report.**

The report recommends, among other things, that the Commission should:

• consider previous levels of use when negotiating new arrangements and endeavour to link payments for access rights more closely to actual catches, while ensuring that fishing is not disrupted;

• ensure that the new catch database is fully used by flag Member States and provides reliable catch data which can be monitored and kept up to date;

http://www.eca.europa.eu/en/Pages/NewsItem.aspx?nid=6117

Lancement de la Fédération des Pêcheurs Artisans de l'Océan Indien

Octobre 20, 2015

Les pêcheurs artisans des îles de l'océan Indien (Comores, Madagascar, Maurice/Rodrigues, Réunion et Seychelles) se sont officiellement regroupés le 8 octobre 2015 au sein d'une fédération qui a pour but, entre autres, de permettre une participation efficace et informée des professionnels aux processus décisionnels affectant la gestion des pêches dans le Sud-ouest de l'océan Indien.

Conseil d'administration de la Fédération des Pêcheurs Artisans de l'Océan Indien

Cette nouvelle fédération, qui a bénéficié de l'appui du programme SmartFish de la Commission de l'Océan Indien (COI) financé par l'Union européenne, a été lancée par Wallace Cosgrow, ministre de la Pêche et de l'Agriculture de la République des Seychelles. La création de la Fédération des Pêcheurs Artisans de l'Océan Indien (FPAOI) intervient après deux années de travail préparatoire et de consultation des associations de la région. Son siège sera à La Réunion et sa présidence sera assurée par la République des Seychelles.

La structuration de ce nouveau mouvement continuera dans les prochains mois, afin qu'il soit officiellement reconnu par les instances auprès desquelles il mènera son action de plaidoyer, en particulier les administrations des pêches dans les Etats membres de la COI et les organisations régionales actives dans le secteur des pêches. Elle se consacrera également à son rôle de plateforme pour favoriser les échanges de bonnes pratiques et la coopération technique entre professionnels.

Le CTA, qui a participé à l'atelier de lancement de la FPAOI aux Seychelles du 6 au 8 octobre, a fait part de ses expériences d'appui à des réseaux similaires et notamment au réseau des pêcheurs artisans des Caraïbes (CNFO) dont il avait invité son Président, Mitchell Lay, à partager son expérience avec les pêcheurs de l'Océan indien. Le CTA a ensuite discuté des possibilités d'accompagnement de cette nouvelle fédération en termes de renforcement de capacité, de plaidoyer, et de gestion de l'information et de la communication.

Dans les îles de l'océan Indien, la pêche est l'un des cinq plus grands contributeurs au PIB. Elle représente près de 130.000 emplois directs, essentiellement dans le secteur artisanal qui recèle un considérable potentiel de développement socio-économique. De plus, le rôle des pêcheurs artisans dans la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire a fait l'objet de directives internationales adoptées l'an dernier par la FAO.

http://www.cta.int/fr/article/2015-10-20/lancement-de-la-federation-des-pecheurs-artisans-de-lrocean-indien.html

LINFO.RE

Les pêcheurs artisanaux de l'Océan Indien réunis dans une fédération

17.10.2015



Pour les pêcheurs des îles de l'Océan indien, la pêche artisanale a été la principale méthode de pêche depuis l'arrivée des premiers habitants. Ils forment une fédération actuellement.

La **pêche** artisanale fournit la nourriture de base à la population des îles, rappelle le site*seychellesnewsagency.*com. La pérennité des stocks de poissons et d'autres facteurs font monter l'inquiétude des pêcheurs artisanaux. Aussi, les îles de l'Océan indien se sont regroupées dans la fédération des pêcheurs artisans de l'Océan Indien (FPAOI).
La fédération rassemble les pêcheurs des cinq pays membres de la Commission de l'Océan Indien que sont Maurice, la Réunion, les Comores, Madagascar, et les**Seychelles**. La semaine dernière, les pays membres ont rejoint les Seychelles pour créer officiellement cette fédération.
Le Seychellois Keith André, qui préside actuellement aussi l'association des propriétaires de bateau de pêche des**Seychelles** a été élu président

de la FPAOI. "*Nous voulions un groupe qui aiderait à protéger les valeurs culturelles et le mode de vie des pêcheurs artisans afin qu'ils puissent mieux vivre dans un monde qui néglige de plus en plus ces valeurs*", a-t-il affirmé.
L'objectif de la fédération est de renforcer les associations et les communautés de **pêcheurs** artisanaux de l'Océan indien, en permettant à tous les pays membres d'être au même niveau et à échanger leur savoir-faire. Un groupement de pêcheurs des **Seychelles** s'était rendu à Rodrigue pour l'année dernière pour assister à la mise en place du programme de gestion de la pêche des poulpes.
La surexploitation des populations de poulpes a entraîné une raréfaction de l'espèce qui est très prisée par les Mauriciens. Les pêcheurs de Praslin, la deuxième île des Seychelles ont proposé également un plan de gestion de la pêche côtière.
"*Je pense que ce que c'est bien que les Seychelles aient été élues à la présidence parce que nous avons beaucoup à offrir aux autres îles. Cela montre que les Seychelles sont un chef de file dans l'industrie de la pêche de l'Océan Indien*", a expliqué Keith André.

http://www.linfo.re/ocean-indien/seychelles/679025-les-pecheurs-artisanaux-de-l-ocean-indien-reunis-dans-une-federation

PÊCHE | Activité saisonnière

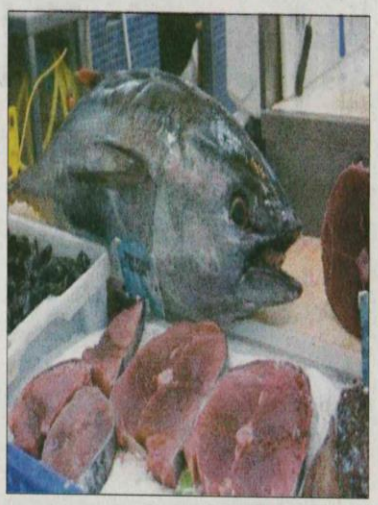
Thon : les pêcheurs locaux toujours en attente

Généralement, la pêche au thon démarre vers septembre-début octobre. Mais tel n'est pas le cas cette année car le poisson se fait rare. Judex Rampaul, président du Syndicat des Pêcheurs, qualifie la situation de « *critique* ». Il souhaite que la nouvelle Fédération des Pêcheurs Artisans de l'océan Indien (FPAOI) aide à dégager des solutions.

Les pêcheurs de thon sont actuellement en mode « *vey kamarad* ». Ils attendent des nouvelles de ceux sortis en haute mer avant de se lancer à leur tour. « *Pour sortir en haute mer, il faut investir Rs 2 500 en carburant. Un 'pel' contenant cinq gallons d'essence coûte entre Rs 1 200 à Rs 1 500. Les pêcheurs ne veulent pas dépenser autant pour rentrer bredouille.* » Cette situation perdure depuis quelque temps déjà et s'ajoute aux difficultés déjà rencontrées pour la pêche dans le lagon. « *Ce n'est pas une situation propre à Maurice. Nos voisins des autres îles de l'océan Indien connaissent les mêmes difficultés. Toutes ces îles louent leur zone économique exclusive pour la pêche au thon à des étrangers. Je souhaite qu'à travers la nouvelle fédération des pêcheurs, nous puissions faire entendre notre voix et que des solutions pourront être trouvées.* »

La FPAOI a été lancée au début de ce mois aux Seychelles. Elle regroupe les associations de pêcheurs artisanaux des îles, avec l'appui du SmartFish Programme de la Commission de l'océan Indien. Cette initiative s'insère dans le cadre de l'inquiétude croissante de la pérennité des stocks de poissons et les menaces liées au changement climatique. Le siège de la fédération se trouve à La Réunion et le Seychellois Keith André en assure la présidence.

Judex Rampaul, qui fait partie de la FPAOI, souhaite que la fédération permette de faire connaître les problèmes des pêcheurs artisanaux de l'océan Indien sur le plan international. « *Il est important que nous ayons un siège dans les instances internationales pour faire entendre notre voix. Tout le monde sait que le stock de poissons est en baisse dans le bassin de l'océan Indien. Tous ceux concernés doivent apporter leurs contributions pour trouver des solutions.* »



BIZweek
Economie | Business | Finance

OCÉAN INDIEN

Les pêcheurs artisans se fédèrent pour parler d'une seule voix

Depuis le 8 octobre, les pêcheurs artisans des îles de l'océan Indien sont officiellement regroupés au sein d'une fédération qui a pour but, entre autres, de permettre une participation efficace et informée des professionnels aux processus décisionnels affectant la gestion des pêches dans le Sud-ouest de l'océan Indien

Une nouvelle fédération a vu le jour le 8 octobre dernier. Elle regroupe les pêcheurs artisans des piles de l'océan Indien. Cette fédération, qui a bénéficié de l'appui du programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien financé par l'Union européenne, a été lancée par Wallace Cosgrow, ministre de la Pêche et de l'Agriculture de la République des Seychelles.

« *Cette fédération des pêcheurs artisans va vous permettre, d'abord de vous connaître nous-mêmes, de vous organiser pour mieux défendre vos intérêts et de coopérer pour agir efficacement* » déclare Wallace Cosgrow, ministre de la Pêche, dans son discours de clôture.

Le programme COI-SmartFish a apporté son appui à ce mouvement car « *la future stratégie des pêches et de l'aquaculture de la COI pour la période 2015-2025 fait davantage ressortir le rôle important joué par la petite pêche dans la région et la nécessité de bien prendre en compte ses spécificités et ses besoins pour un développement durable et responsable dans nos pays* », a rappelé le chef du projet, Dominique Greboval.



Les échanges entamés début 2013 entre le projet SmartFish de la COI et les groupements de professionnels de la pêche artisanale de la région ont fait ressortir la volonté partagée de création d'une «Communauté des pêcheurs de l'océan Indien». Après s'être rencontrés une première fois à La Réunion, en mars 2014, avec l'appui du CRPMEM, pour poser les bases d'une nouvelle coopération, les pêcheurs artisans de l'océan Indien ont initié la structuration d'un groupement régional représentatif de leurs intérêts.

Cette étape constitutive se termine aujourd'hui, avec le lancement officiel de la nouvelle Fédération des Pêcheurs Artisans de l'océan Indien (FPAOI). Son siège sera à La Réunion et sa présidence assurée par les Seychelles.

Securité alimentaire

lexpress.mu
online. ontime.

MILAN SUMMIT : MADAGASCAR THE GRANARY OF INDOCEANIA

Except for the large island of Madagascar, the rest of us import almost all the food we eat, including our staple food, rice, from faraway providers. This is a great vulnerability! But there is also a huge opportunity if we foster regional cooperation and partnership. This is precisely what the Indian Ocean Commission is trying to achieve. We are convinced that if food insecurity is a global issue, it should be addressed on a regional basis. (...) Madagascar, our biggest island, has the potential to produce and export all the food we need. We are now net importers from outside the region to the tune of approximatively 1,5 billion dollars. This is why we are in the process of implementing an ambitious program of regional food security which will make of Madagascar the granary of Indoceania. Madagascar is a vast territory of nearly 600 000 square miles of which less than 5% is under cultivation. (...)
(Excerpts of the speech delivered by Jean-Claude de L'Estrac, Secretary General of the Indian Ocean Commission, at the Food Security Summit in Milan.)

L'express 19/10/2015

Santé

Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

Pour la première fois, la Commission de l'océan Indien organise une semaine autour de la science en Indianocéanie.

22/10/15

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Commission de l'océan Indien (COI)

Du 26 au 30 octobre, épidémiologistes, médecins et vétérinaires, chercheurs et universitaires, agronomes, entrepreneurs et urbanistes, se réuniront à l'hôtel Intercontinental deBalaclava autour de deux événements qui mettront à l'honneur la science, l'innovation et la technologie comme vecteur de développement.

La troisième édition des Journées de la veille sanitaire dans l'océan Indien ouvrira cette semaine scientifique les 26 et 27 octobre. Organisée par le projet Veille sanitaire de la Commission de l'océan Indien financé par l'Agence française de développement, cet événement sera l'occasion de prendre la mesure des enjeux de santé publique dans les pays membres de la Commission de l'océan Indien et des réponses en matière de surveillance et de riposte.

A la suite de ces Journées consacrées à la santé, la Commission de l'océan Indien organise, avec le soutien de l'Agence française de développement et le concours de l'Académie des sciences de France, les premières Assises de la Science, de l'Innovation et de la Technologie en Indianocéanie les 29

et 30 octobre. Evénement inédit, ces Assises réuniront des scientifiques, des entrepreneurs et des universitaires de secteurs variés (agronomie, climat,
santé, océanographie, urbanisme, nouvelles technologies…) pour réfléchir aux moyens de mobiliser la connaissance scientifique au service du développement durable de la région

Jean Claude Le Roy

http://www.maurice-info.mu/une-semaine-consacree-a-la-science-en-indianoceanie.html

Portail d'information générale
Des Iles de l'Océan Indien

Seychelles and Indian Ocean sister nations commit to continued solidarity in the fight against HIV/AIDS and Hepatitis

oct 19, 2015

Indian Ocean island nations need to continue to work together, sharing ideas, expertise and best practices, while remaining in solidarity to fight against HIV/AIDS and Hepatitis.

That was the main message that over 300 participants of 14th Colloquium on HIV/AIDS and Hepatitis took home on Thursday last week, after three days of intense deliberation.

The three-day colloquium held at the Savoy Resort and Spa at Beau Vallon, in the north of the Seychelles main island of Mahé, brought together health professionals, government officials, representatives of the media and civil society as well as people living with HIV from the islands of Madagascar, Mauritius, Reunion, Rodrigues, the Comoros and Seychelles

Representatives of regional and international organisation including the Indian Ocean Commission, World Health Organisation, UNAIDS among others were also in attendance.

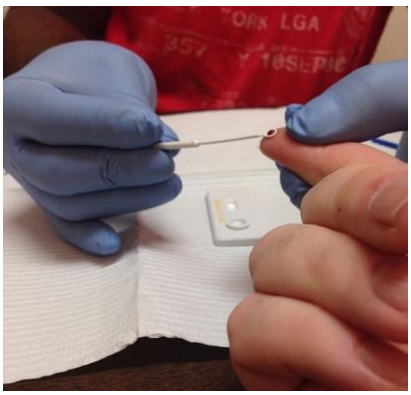
The annual colloquium was once again an opportunity for all stakeholders to be given a clearer picture of the actual situation in their respective countries and collectively as a region, take stock of progress made in the fight against HIV/AIDS and Hepatitis as well as new and emerging challenges that Indian Ocean islands are facing

http://www.habarizacomores.net/seychelles-and-indian-ocean-sister-nations-commit-to-continued-solidarity-in-the-fight-against-hivaids-and-hepatitis/

Seychelles News Agency

Seychelles and Indian Ocean sister nations commit to continued solidarity in the fight against HIV/AIDS and Hepatitis

October 19, 2015,



Blood being taken for HIV rapid test. (Wikimedia) Photo License: (CC BY-SA 3.0)

(Seychelles News Agency) - Indian Ocean island nations need to continue to work together, sharing ideas, expertise and best practices, while remaining in solidarity to fight against HIV/AIDS and **Hepatitis**.

That was the main message that over 300 participants of 14th **Colloquium** on HIV/AIDS and **Hepatitis** took home on Thursday last week, after three days of intense deliberation.

The three-day **colloquium** held at the Savoy Resort and Spa at Beau Vallon, in the north of the Seychelles main island of Mahé, brought together health professionals, government officials, representatives of the media and civil society as well as people living with **HIV** from the islands of Madagascar, Mauritius, Reunion, Rodrigues, the Comoros and Seychelles

Representatives of regional and international organisation including the **Indian Ocean Commission**, **World Health Organisation**, **UNAIDS** among others were also in attendance.

The annual **colloquium** was once again an opportunity for all stakeholders to be given a clearer picture of the actual situation in their respective countries and collectively as a region, take stock of progress made in the fight against HIV/AIDS and **Hepatitis** as well as new and emerging challenges that Indian Ocean islands are facing.

"Increasing testing in 2015 to identify people who are **HIV** positive so as to save lives….ensuring access of Indian Ocean islands to affordable vaccines against **Hepatitis** B…as well as access to treatment for people infected with **Hepatitis** B and **Hepatitis** C as in 2015 **Hepatitis** C can be cured…It's also to strengthen the fight against drug use, there's a lot to be done to reduce this scourge that is affecting the Indian Ocean….also fighting against discrimination and stigmatisation…because of that, people do not want to get tested, do not want to tell their partners that they are **HIV** positive and the infections will continue to spread," said Dr Catherine Gaud, founder of the annual **colloquium** when speaking about the main recommendations that came out of this year's meeting.



Founder of the Indian Ocean **Colloquium** on HIV/AIDS, Dr Catherine Gaud. (Joena Bonnelame, Seychelles News Agency) Photo License: CC-BY

The Human Immunodeficiency Virus (**HIV**) was first identified in 1981 and is believed to have originated from the Democratic Republic of Congo in Africa.
The virus, transmitted through various ways including transfusion of contaminated blood, unprotected sexual intercourse or sharing of contaminated needles, destroys and weakens the immune systems of infected individuals, which make them vulnerable to different infections and diseases.
At a more advanced stage, a full-blown **HIV** infection is called acquired immunodeficiency syndrome (**AIDS**), although this can take between one and ten years to develop.
Now a global pandemic, it is estimated that 36 million people worldwide were living with **HIV** in 2014 while 34 million people who have contracted the virus have died since 1981.
Seychelles, an Indian Ocean archipelago with its population of around 93,000, recorded its first **HIV** case in 1987 and has since recorded 706 cases up to mid this year.
Currently, there are 470 people living with **HIV** in Seychelles with 41 cases recorded just between January to June this year, according to the Seychelles health ministry's mid-year epidemiological report.
This, according to the ministry represents a 37% increase in new cases, when compared to the same period in 2014.
Out of the 41 cases, which includes people ranging from 18 to 59 years, 18 of them were intravenous drug users (IDU's) out of which 8 were infected with both **HIV** and **Hepatitis** C.
January to June this year has also seen an alarming increase in **Hepatitis** cases with 43 new cases detected representing an increase of 330% in new reported cases compared to 10 cases for the same period in 2014.



Over 300 delegates from Indian Ocean islands took part in the 14th **Colloquium** on HIV/AIDS and Hepatitis. (Louis Toussaint, Seychelles News Agency) Photo License: CC-BY



The 14th **Colloquium** on HIV/AIDS and **Hepatitis** is the third time Seychelles has hosted the annual regional colloquium. (Joena Bonnelame, Seychelles News Agency) Photo License: CC-BY

Intravenous drug users have hence been identified as one of the most vulnerable groups at risk of contracting both **HIV** and **Hepatitis** and this is not only in Seychelles but in the region as well.

"The fact is the both **HIV** and **Hepatitis** are blood borne diseases. Right now, almost 100% of our IDU's are **Hepatitis** C positive and vice versa. [….]Anybody sharing needles will get HIV/AIDS as well….we have started to educate our people, because sooner or later we will have more people with **HIV**," Dr. Anne Gabriel, Chief Executive of Seychelles National **Aids** Council told journalists at a press conference on Thursday..

During the **colloquium** harm reduction methods including the needle exchange programme to address the concern of **HIV** and **Hepatitis** infections among drug users were also discussed, where it was highlighted that such methods had proved successful in several countries including the neighbouring Indian Ocean island of Mauritius.

It is to be noted that the needle exchange programme as a potential harm reduction method is still in the discussion phase in Seychelles.

Heroin use in the Seychelles islands is a major health concern, as a 2011 study on injection drug use in the islands conducted by the country's Ministry of Health, reported an estimated 1,000 heroin users in the 90,000 population nation.

These statistics led the United Nations 2013 World Drug Report to conclude that Seychelles has one of the world's highest rates of intravenous drug use.

The Seychelles ministry of health has said that it is currently supporting a national campaign to reduce the supply of drugs. The three month operation was launched last month by the Seychelles Ministry of Home Affairs and the national Drugs Enforcement Agency, NDEA.

"If we can do that, reduce the supply and demand, drug users would be in withdrawal and require treatment. Through our health centres we will be supporting the drug addicts needing treatment," said Seychelles health minister Mitcy Larue.

This year's Indian Ocean HIV/AIDS and **Hepatitis colloquium** was themed "S'unir pour combler les écarts et arriver à Zéro nouvelles

infections, Zéro décès et Zéro discrimination" [Uniting to close the gap and getting to zero new infections, zero deaths and zero discrimination."
A theme that fits well with the UN's target set on World **AIDS** day on December 1 last year that "ending the **AIDS** epidemic by 2030 is possible, but only by closing the gap between people who have access to **HIV** prevention, treatment, care and support services and people who are being left behind."



The Seychelles Vice President Danny Faure lighting a candle at the opening of the **Colloquium** in remembrance of people who have died of HIV/AIDS and Hepatitis. In Seychelles, a cumulative of 144 **AIDS** related deaths have been recorded since 1993 to June 2015. (Joena Bonnelame, Seychelles News Agency) Photo License: CC-BY

In Seychelles, a new programme called "Test and treat" was introduced in by the health ministry in December last year aiming to get as many people as possible to get tested.
At the close of the **colloquium** on Thursday, there were also calls for non-governmental organisations to be given the capacity as well as the opportunity to be more involved to bring the agenda forward.
The call was made by the outgoing president of a regional network, Ravane Océan Indien, Seychellois Ronny Arnephie. The network is actively involved in advocating for the rights of people living with **HIV** and those most vulnerable to **HIV** infection in the Indian Ocean region.
2015 was Seychelles' third time hosting the annual **colloquium** and the task of organising the next **colloquium** in 2016 has been given to Madagascar.
- See more at: http://www.seychellesnewsagency.com/articles/3924/Seychelles+and+Indian+Ocean+sister+nations+commit+to+continued+solidarity+in+the+fight+against+HIVAIDS+and+Hepatitis#sthash.GAMBgXdh.dpuf
http://www.seychellesnewsagency.com/articles/3924/Seychelles+and+Indian+Ocean+sister+nations+commit+to+continued+solidarity+in+the+fight+against+HIVAIDS+and+Hepatitis

East Africa: Seychelles and Indian Ocean Sister Nations Commit to Continued Solidarity in the Fight Against HIV/Aids and Hepatitis

19/10/2015

Nigeria: 'Hiv/Aids Cases Worrisome in IDP Camps'

Zimbabwe: 127,000 Men Circumcised This Year - Govt

Malawi: Youths Needs to Be Empowered With Important Information On HIV/Aids,Srh

Uganda: Museveni Praises Philly's Aids Fight

East Africa

Uganda: Govt Targets Houses, Cars in New Spy Operation

Kenya: Transforming Mandera County's Deadly Reputation for Maternal Health

Tanzania: Poll Will Be Like No Other, Analysts Say

Uganda: 108 UPDF Soldiers Fly to South Africa for Training

Health

Africa: How Doctors Can Look At Your Brain Through Your Eyes

Sierra Leone: Ebola Beds Saved 40,000 in Sierra Leone

Africa: Communicate 'Across Borders' to Beat Epidemics

Africa: Global Maternal Newborn Health Conference Begins in Mexico City

Seychelles

Seychelles: Dorchester Auction Fetches £336 From 'Internet Bidder' for 'Sex' Bank Note

Seychelles: EITI Compliance Will Attract Oil Investors to Seychelles and Prevent Corruption, Says World Bank Expert

Seychelles: French 'Bubble Tamer' Wows Seychelles Audiences With Expert Performance Art

Seychelles: Up Close and Personal With Sharks

Sustainable Development

South Africa: A Blanket University Fee Reduction Benefits the Wealthy

Africa: African Unity Will Remain Illusionary Without Values

Africa: Disaster and Climate Risks Aren't Separate

Africa: From Hearing Aids to Farming, Solar Energy Powers Climate Innovation

By Julia Malbrook, Betymie Bonnelame and Sharon Uranie

Victoria — Indian Ocean island nations need to continue to work together, sharing ideas, expertise and best practices, while remaining in solidarity to fight against HIV/AIDS and Hepatitis.

That was the main message that over 300 participants of 14th Colloquium on HIV/AIDS and Hepatitis took home on Thursday last week, after three days of intense deliberation.

The three-day colloquium held at the Savoy Resort and Spa at Beau Vallon, in the north of the Seychelles main island of Mahé, brought together health professionals, government officials, representatives of the media and civil society as well as people living with HIV from the islands of Madagascar, Mauritius, Reunion, Rodrigues, the Comoros and Seychelles

Representatives of regional and international organisation including the Indian Ocean Commission, World Health Organisation, UNAIDS among others were also in attendance.

The annual colloquium was once again an opportunity for all stakeholders to be given a clearer picture of the actual situation in their respective countries and collectively as a region, take stock of progress made in the fight against HIV/AIDS and Hepatitis as well as new and emerging challenges that Indian Ocean islands are facing.

"Increasing testing in 2015 to identify people who are HIV positive so as to save lives... .ensuring access of Indian Ocean islands to affordable vaccines against Hepatitis B... as well as access to treatment for people infected with Hepatitis B and Hepatitis C as in 2015 Hepatitis C can be cured... It's also to strengthen the fight against drug use, there's a lot to be done to reduce this scourge that is affecting the Indian Ocean... .also fighting against discrimination and stigmatisation... because of that, people do not want to get tested, do not want to tell their partners that they are HIV positive and the infections will continue to spread," said Dr Catherine Gaud, founder of the annual colloquium when speaking about the main recommendations that came out of this year's meeting.

The Human Immunodeficiency Virus (HIV) was first identified in 1981 and is believed to have originated from the Democratic Republic of Congo in Africa.

The virus, transmitted through various ways including transfusion of contaminated blood, unprotected sexual intercourse or sharing of contaminated needles, destroys and weakens the immune systems of infected individuals, which make them vulnerable to different infections and diseases.

At a more advanced stage, a full-blown HIV infection is called acquired immunodeficiency syndrome (AIDS), although this can take between one and ten years to develop.

Now a global pandemic, it is estimated that 36 million people worldwide were living with HIV in 2014 while 34 million people who have contracted the virus have died since 1981.

Seychelles, an Indian Ocean archipelago with its population of around 93,000, recorded its first HIV case in 1987 and has since recorded 706 cases up to mid this year.

Currently, there are 470 people living with HIV in Seychelles with 41 cases recorded just between January to June this year, according to the Seychelles health ministry's mid-year epidemiological report.

This, according to the ministry represents a 37% increase in new cases, when compared to the same period in 2014.

Out of the 41 cases, which includes people ranging from 18 to 59 years, 18 of them were intravenous drug users (IDU's) out of which 8 were infected with both HIV and Hepatitis C.

January to June this year has also seen an alarming increase in Hepatitis cases with 43 new cases detected representing an increase of 330% in new reported cases compared to 10 cases for the same period in 2014.

Intravenous drug users have hence been identified as one of the most vulnerable groups at risk of contracting both HIV and Hepatitis and this is not only in Seychelles but in the region as well.

"The fact is the both HIV and Hepatitis are blood borne diseases. Right now, almost 100% of our IDU's are Hepatitis C positive and vice versa. [... .]Anybody sharing needles will get HIV/AIDS as well... .we have started to educate our people, because sooner or later we will have more people with HIV," Dr. Anne Gabriel, Chief Executive of Seychelles National Aids Council told journalists at a press conference on Thursday..

During the colloquium harm reduction methods including the needle exchange programme to address the concern of HIV and Hepatitis infections among drug users were also discussed, where it was highlighted that such methods had proved successful in several countries including the neighbouring Indian Ocean island of Mauritius.

It is to be noted that the needle exchange programme as a potential harm reduction method is still in the discussion phase in Seychelles.

Heroin use in the Seychelles islands is a major health concern, as a 2011 study on injection drug use in the islands conducted by the country's Ministry of Health, reported an estimated 1,000 heroin users in the 90,000 population nation.

These statistics led the United Nations 2013 World Drug Report to conclude that Seychelles has one of the world's highest rates of intravenous drug use.

The Seychelles ministry of health has said that it is currently supporting a national campaign to reduce the supply of drugs. The three month operation was launched last month by the Seychelles Ministry of Home Affairs and the national Drugs Enforcement Agency, NDEA.

"If we can do that, reduce the supply and demand, drug users would be in withdrawal and require treatment. Through our health centres we will be supporting the drug addicts needing treatment," said Seychelles health minister Mitcy Larue.

This year's Indian Ocean HIV/AIDS and Hepatitis colloquium was themed "S'unir pour combler les écarts et arriver à Zéro nouvelles infections, Zéro décès et Zéro discrimination" [Uniting to close the gap and getting to zero new infections, zero deaths and zero discrimination."

A theme that fits well with the UN's target set on World AIDS day on December 1 last year that "ending the AIDS epidemic by 2030 is possible, but only by closing the gap between people who have access to HIV prevention, treatment, care and support services and people who are being left behind."

In Seychelles, a new programme called "Test and treat" was introduced in by the health ministry in December last year aiming to get as many people as possible to get tested.

At the close of the colloquium on Thursday, there were also calls for non-governmental organisations to be given the capacity as well as the opportunity to be more involved to bring the agenda forward.

The call was made by the outgoing president of a regional network, Ravane Océan Indien, Seychellois Ronny Arnephie. The network is actively involved in advocating for the rights of people living with HIV and those most vulnerable to HIV infection in the Indian Ocean region.

2015 was Seychelles' third time hosting the annual colloquium and the task of organising the next colloquium in 2016 has been given to Madagascar.

http://allafrica.com/stories/201510192797.html

Al-watwan

21/10/2015

Colloque des îles de l'Océan Indien sur le sida
Les travaux de la 14è conférence ont pris fin jeudi dernier

ETAT DES LIEUX. Les hépatites et l'usage de la drogue auraient un lien avec la propagation du sida «*étant donné que la drogue, notamment par voie injectable, est considérée aujourd'hui comme la principale source de contamination dans la région, loin devant la sexualité non protégée*».

Le rideau est tombé, jeudi 15 octobre, à Mahé aux Seychelles sur le colloque des îles de l'Océan Indien sur le sida. Pendant trois jours, les différents acteurs engagés dans la lutte contre la pandémie du Sida dans la zone de l'Océan indien s'y sont retrouvés pour la grande messe annuelle. Outre les officiels et autres Ong de la région, il y avait aussi des scientifiques de renommée internationale.

Ronny Arnepy, le président sortant de Ravane Océan indien, la grande association qui ne regroupait que les personnes vivant avec le Vih, mais qui s'est ensuite ouverte à toutes les «*bonnes volontés*», a déclaré que les hépatites et l'usage de la drogue avaient un lien avec la propagation du sida étant donné que la drogue, notamment par voie injectable, est considérée aujourd'hui comme la principale source de contamination dans la région, loin devant la sexualité non protégée. Il a souligné les progrès réalisés depuis plus d'une décennie comme la formation de médecins référents, une meilleure disponibilité des traitements ou la présence de matériels d'analyse.

La directrice du Regional support team for eastern and southern Africa of Unaids (Rst/Esa), le docteur Sheila Tlou, a indiqué qu'il était temps d'élever la responsabilité partagée et de diminuer la dépendance des pays de la zone vis-à-vis de l'extérieur dans la lutte contre le Vih-Sida.

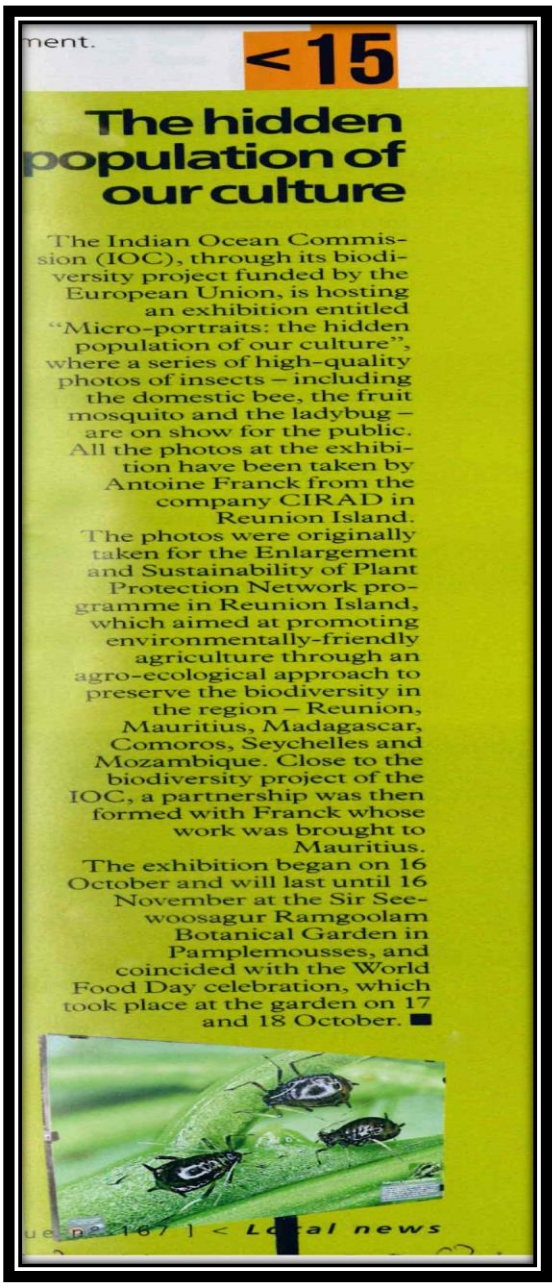
Au nom du secrétaire général de la Coi, Fatoumia Ali Bazi, a insisté sur le triple rôle de l'organisation régionale citant le plaidoyer auprès des institutions et des Etats, la mobilisation, les ressources et le soutien à la société civile.

Les trois cent participants à cette réunion n'ont pas fait qu'écouter des discours, ils ont aussi été très actifs dans différents ateliers. Le flambeau symbolisé par un tambour commun à toutes les îles de l'Océan indien a été remis à Isabelle Marie (Madagascar) qui devient ainsi la nouvelle présidente de l'association dont la principale mission est d'organiser le colloque annuel dans la Grande Ile, l'année prochaine.

Biodiversité

Weekly
Your English news magazine
Le Sentinelle

22-28 Oct 2015



ment.

<15

The hidden population of our culture

The Indian Ocean Commission (IOC), through its biodiversity project funded by the European Union, is hosting an exhibition entitled "Micro-portraits: the hidden population of our culture", where a series of high-quality photos of insects – including the domestic bee, the fruit mosquito and the ladybug – are on show for the public.

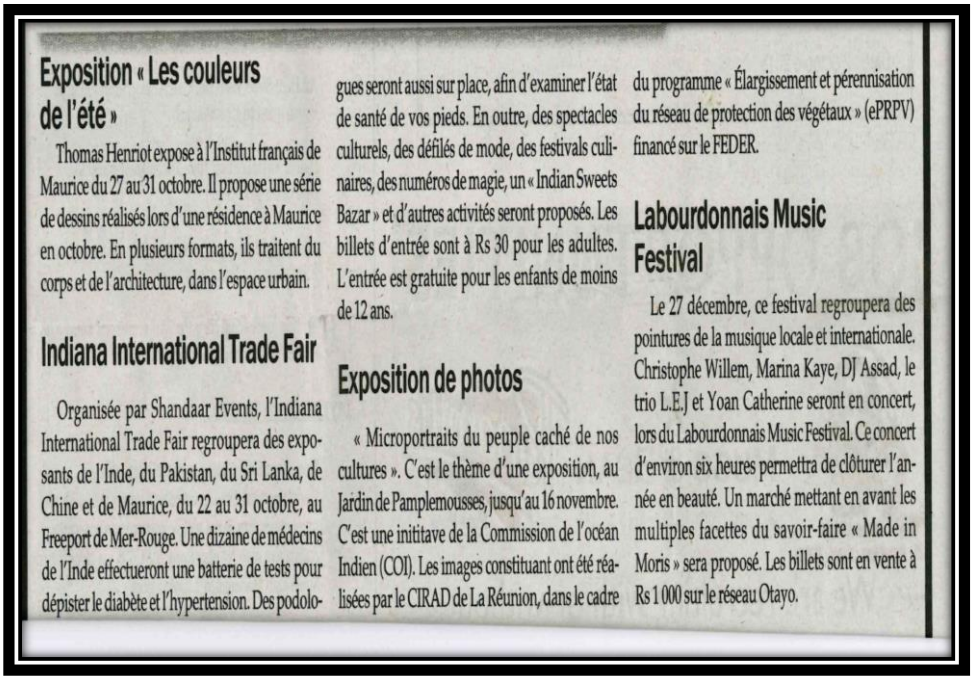
All the photos at the exhibition have been taken by Antoine Franck from the company CIRAD in Reunion Island.

The photos were originally taken for the Enlargement and Sustainability of Plant Protection Network programme in Reunion Island, which aimed at promoting environmentally-friendly agriculture through an agro-ecological approach to preserve the biodiversity in the region – Reunion, Mauritius, Madagascar, Comoros, Seychelles and Mozambique. Close to the biodiversity project of the IOC, a partnership was then formed with Franck whose work was brought to Mauritius.

The exhibition began on 16 October and will last until 16 November at the Sir Seewoosagur Ramgoolam Botanical Garden in Pamplemousses, and coincided with the World Food Day celebration, which took place at the garden on 17 and 18 October. ■

ue n° 167 | < Local news

Le defi quoditien du 20/10/2015



Exposition « Les couleurs de l'été »

Thomas Henriot expose à l'Institut français de Maurice du 27 au 31 octobre. Il propose une série de dessins réalisés lors d'une résidence à Maurice en octobre. En plusieurs formats, ils traitent du corps et de l'architecture, dans l'espace urbain.

Indiana International Trade Fair

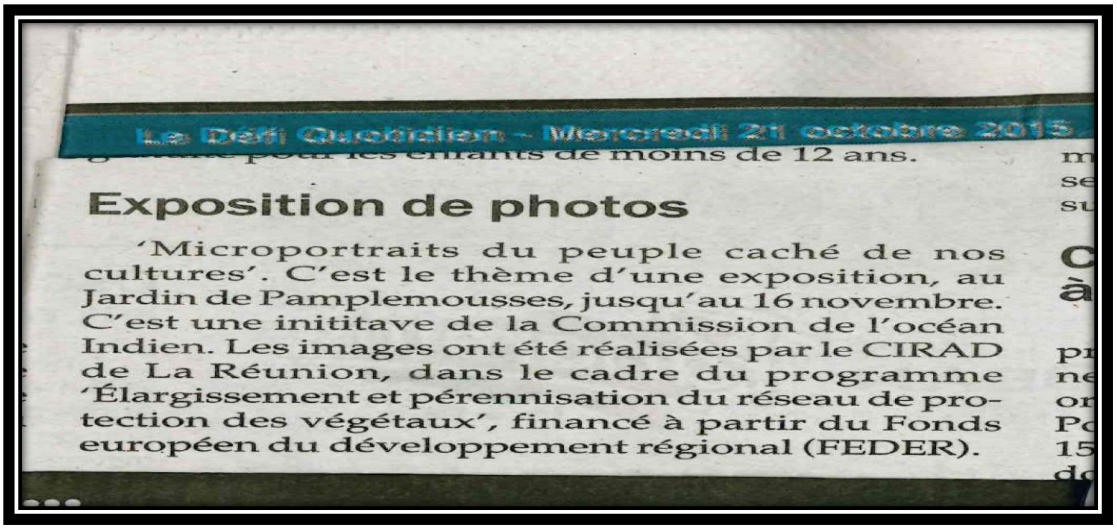
Organisée par Shandaar Events, l'Indiana International Trade Fair regroupera des exposants de l'Inde, du Pakistan, du Sri Lanka, de Chine et de Maurice, du 22 au 31 octobre, au Freeport de Mer-Rouge. Une dizaine de médecins de l'Inde effectueront une batterie de tests pour dépister le diabète et l'hypertension. Des podologues seront aussi sur place, afin d'examiner l'état de santé de vos pieds. En outre, des spectacles culturels, des défilés de mode, des festivals culinaires, des numéros de magie, un « Indian Sweets Bazar » et d'autres activités seront proposés. Les billets d'entrée sont à Rs 30 pour les adultes. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 12 ans.

Exposition de photos

« Microportraits du peuple caché de nos cultures ». C'est le thème d'une exposition, au Jardin de Pamplemousses, jusqu'au 16 novembre. C'est une inititave de la Commission de l'océan Indien (COI). Les images constituant ont été réalisées par le CIRAD de La Réunion, dans le cadre du programme « Élargissement et pérennisation du réseau de protection des végétaux » (ePRPV) financé sur le FEDER.

Labourdonnais Music Festival

Le 27 décembre, ce festival regroupera des pointures de la musique locale et internationale. Christophe Willem, Marina Kaye, DJ Assad, le trio L.E.J et Yoan Catherine seront en concert, lors du Labourdonnais Music Festival. Ce concert d'environ six heures permettra de clôturer l'année en beauté. Un marché mettant en avant les multiples facettes du savoir-faire « Made in Moris » sera proposé. Les billets sont en vente à Rs 1 000 sur le réseau Otayo.



Le Défi Quotidien - Mercredi 21 octobre 2015

de moins de 12 ans.

Exposition de photos

'Microportraits du peuple caché de nos cultures'. C'est le thème d'une exposition, au Jardin de Pamplemousses, jusqu'au 16 novembre. C'est une inititave de la Commission de l'océan Indien. Les images ont été réalisées par le CIRAD de La Réunion, dans le cadre du programme 'Élargissement et pérennisation du réseau de protection des végétaux', financé à partir du Fonds européen du développement régional (FEDER).

Sécurité Maritime

Seychelles NATION

Seychelles shares pirate prosecution model with West African countries

22-October-2015



The West African delegations during a meeting on Tuesday focusing on Seychelles' pirate prosecution model



As a pioneer in modern piracy prosecution, Seychelles has got the opportunity to share its success story with other African countries wanting to learn from its experience.

This was demonstrated this week through the visit of a delegation of police, judiciary and military personnel from the West African countries of Ghana, Togo and Sao Tome and Principe.

The visit was organised by the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) which is helping the three countries put into place what its regional Programme Officer for Maritime Crime Shanaka Jayasekara has qualified as the "Seychelles five-step model" in the fight against piracy.

This includes arrest, handover, investigation, prosecution, incarceration and eventual transfer of the pirates to their country of origin.

Mr Jayasekara added that UNODC found it fit to bring in the delegations to familiarise themselves to the system in place and learn from Seychelles' success and experience as the country which has in modern times prosecuted and incarcerated the highest number of pirates.

He stressed that Seychelles has made a name for itself in terms of anti-piracy elements like reliable forensic investigation, good judiciary system, effective prosecution and the Montagne Posée prison which has the capacity of maintaining United Nations' standard.

"Seychelles now has a very well oiled system. We also have done a good job in East Africa. Now we must go to the other side of the continent and share the experience with those countries in order to curb the threat of piracy in that particular region," he further stated.

Representatives of the three delegations have also confirmed that based on the model established by Seychelles, they are receiving UNODC help in the establishment of a regional and international partnership on piracy. These include a regional maritime force which has already been put into place with other countries like Nigeria, a regional anti-piracy centre in Benin and an international one in Cameroun added to established partnership with the European Union and the United States.

They insisted that even though piracy has not yet reached an alarming level in their region, they also have to fight against illegal fishing and other illicit activities.

They added that it is necessary to be proactive and take preventive actions before it is too late, especially due to the fact that most pirates chased from the Indian Ocean have moved to the Gulf of Guinea.

Hubert Bakai, the cabinet secretary from the Ministry of Oceans of Togo has said they will go back with the useful information obtained and apply what they have learned in terms of judiciary mechanism in piracy prosecution.

This he said will make sure that all the elements are brought together in order for pirates to be incarcerated.

Underlining that piracy is considered as a big issue for his tiny country of Sao Tome and Principe of which economy depends on importation, public prosecutor Kelve Nobre De Carvalho has on his side ensured that he will go back home and help reinforce his country's legal institutions.

"We cannot afford that ships are attacked as this will affect our country's economy," he emphasised.

ASP Richard Odartey from the Marine Department of the Ghanaian Police also said it is important to learn from the Seychelles experience in order to protect his country's economy.

"The economic benefits from our ports are too important and thus we cannot let us suffer from piracy. The way forward is prevention and Seychelles model is a perfect one to follow," he stressed.

During their two-day stay, the delegations from West Africa have got the opportunity to visit the Supreme Court, the Montagne Posée prison and the Coast Guard base. They have also met the Minister for Home Affairs Charles Bastienne, Attorney General Rony Govinden and Police Commissioner Ernest Quatre.

They have expressed the wish to come back and study the international cooperation model and the operations of the regional antipiracy centre which is based here.

http://www.nation.sc/article.html?id=247212

L'hégémonisme français menace l'intégration de La Réunion et de Mayotte

le 22 octobre 2015



La 8e édition des Jeux des Îles de l'océan Indien, qui s'est déroulée à La Réunion début août 2015, a été le théâtre d'un clash diplomatique entre la France et les Comores. Violant sur le terrain sportif et au nez de toutes les délégations présentes la convention internationale de la Charte de ces Jeux régissant la participation de Mayotte, la France a réaffirmé avec ruse sa souveraineté sur cette île de l'archipel des Comores, devenue 101ème département français en 2011. « Le passage en force » de Paris dénoncé par des élus réunionnais et les autres Etats à l'occasion de ces jeux remet en cause l'intégration de Mayotte dans son environnement régional et en corollaire de La Réunion dans l'ensemble géopolitique africain et indiaocéanique. Une nouvelle donne s'ouvre dorénavant dans les rapports de force de la France avec les Comores, proportionnelle aux futures exploitations de gaz et de pétrole dans l'archipel des "Sultans Batailleurs"... La France, ancienne puissance coloniale de l'Afrique et de l'océan Indien, maintient sa présence souveraine dans cette zone stratégique entre l'Afrique et l'Asie par le biais de ces deux entités territoriales, La Réunion et Mayotte. Alors que La Réunion, avant la décentralisation, cristallisait les critiques anticolonialistes de l'ex OUA (Organisation de l'Unité Africaine) et des Etats nouvellement

indépendants, son intégration est relativement acceptée et reconnue en tant que tel (non sans efforts diplomatiques et politiques) au sein des instances régionales comme la Commission de l'océan Indien (COI) en tant que membre à part entière (France/Réunion) ou le Marché Commun de l'Afrique Australe et Orientale (COMESA) en tant que membre observateur.

Les Jeux des Iles de l'océan Indien, organisés tous les 4 ans par le Comité International des Jeux (CIJ) regroupant les autorités gouvernementales sportives de ces pays sont une vitrine non seulement des rapports de forces sportifs mais également diplomatiques de la sous région. Mayotte, restée française malgré l'indépendance des Comores fait l'objet d'un contentieux franco-comorien depuis 1976 et est devenue Département français le 1er janvier 2011. Un épineux problème qui sera beaucoup plus difficile à régler pour Paris car les Comores sont constamment soutenus par Addis Abeba (siège de l'UA), les principales capitales africaines dont la puissante Afrique du Sud, l'Assemblée Générale des Nations Unies et la Ligue Arabe. En effet depuis 1975, date de l'indépendance de l'archipel, les Nations Unies condamnent la violation par la France du principe de l'intégrité territoriale (des 4 îles formant l'archipel comorien) de ces ex entités coloniales. Ainsi, par 87 voix contre 2 - France et Monaco - et 38 abstentions, la dernière résolution adoptée par l'Assemblée générale le 28 novembre 1994 « réaffirme la souveraineté de la République fédérale islamique des Comores sur Mayotte. » Le « cas mahorais » n'est plus abordé à l'ONU depuis 1995 à la demande des Comores qui ont voulu ainsi témoigner d'un geste d'apaisement à l'égard de la France. Après les incidents des Jeux à La Réunion début août, la position comorienne pourrait évoluer et se durcir. Jusqu'à ces incidents, le consensus et le compromis étaient toujours recherchés par le dialogue politique et la concertation entre îliens. Que ce soit à l'ONU, au CIJ ou à la COI, ce contentieux était réglé depuis plus d'une décennie par un dialogue « franc et constructif », selon les mots de l'ancien Président comorien prononcés à l'ONU en 2008. Un modus vivendi prévalait au sujet de Mayotte. Les Comoriens avaient admis la participation en tant que délégation à part entière de Mayotte à la seule condition qu'elle ne montre aucun signe distinctif de leur appartenance à la République française (ni à la Républiques des Comores d'ailleurs) pouvant heurter les esprits lors des manifestations sportives..

Ce modus vivendi consacré, entre autre, dans la Charte des Jeux des Iles, a volé en éclat suite au défilé des athlètes mahorais sous la bannière du drapeau français qui entonnaient en même temps « la Marsei-llaise ». Une orchestration voulue par le Chef du Gouverne-ment français Manuel Valls qui avait déclarait deux mois avant les jeux à Mayotte : "Les athle ?tes mahorais qui remporteront des épreuves chanteront l'hymne national, en tenue de l'e# ?quipe de France et sous le drapeau franc ?ais", avait-il

exhorté. Les instructions du chef du gouvernement français ont donc été exécutées à la lettre à La Réunion par la délégation mahoraise, en violation des dispositions protocolaires de la Charte des Jeux, fruit d'une longue concertation diplomatico-sportive effectuée par le CIJ (Conseil International des Jeux des Iles). La France a montré ses muscles, encore une fois, en violant une convention internationale sur ce dossier épineux.

Pour les Comores il s'agit d'un « grave incident diplomatique ». Se sentant « humiliée », la délégation comorienne a quitté sur le champ le stade de football et la présidence comorienne a décidé de se retirer officiellement des jeux en rapatriant ses athlètes par un avion seychellois.. L'ambassadeur de l'Union des Comores à Paris a même été rappelé d'urgence. Dans le communiqué officiel de la présidence de l'Union des Comores, c'est bien "la violation de la charte et du règlement intérieur de l'organisation des Jeux des Îles de l'Océan Indien" qui est pointée.

Alors que dans les années 80, La Réunion était sous le feu des critiques des autres îles et avait du mal à être acceptée notamment en raison de la présence d'athlètes de France continentale au sein de la délégation réunionnaise, le cas de Mayotte semble inextricable tant qu'une résolution définitive de ce contentieux n'interviendra pas entre les deux États. L'entité "France/La Réunion" fut reconnue comme telle suite à un long processus de dialogue politique et de coopération décentralisée (avec les collectivités locales, Mairies, Département, Région) permettant aux autorités réunionnaises de participer aux instances de concertation régionale comme la COI (Commission de l'Océan Indien). De même, les lois de décentralisation d'action internationale ont permis d'alimenter le dialogue et la participation des autorités élues de l'île à l'action diplomatique française (dans le strict respect de leurs compétences) par le biais de la coopération régionale avec des pays cibles de la région, jusqu'à l'Inde et la Chine.

L'épisode du "drapeau de la discorde" met en évidence la volonté de Paris de passer à une étape supérieure de l'affirmation de sa souveraineté dans l'océan Indien. Alors que ces dernières années, on assistait à une concentration des interets supérieurs de la France dans la région basée à La Réunion (économiques et militaires), ainsi qu'une expérimentation d'action internationale consacrée par les lois de décentralisation aux autorités élues de l'île, Paris semble "reprendre en main" les choses. Les raisons de ce regain d'intransigeance diplomatique est à mettre aussi en perspective avec les récentes découvertes et exploitations de gaz dans la Zone Économique Exclusive comorienne et mahoraise depuis plus d'un an. Mais également de la répartition des zones d'exploitations que se disputent la France et les Comores. Le positionnement stratégique militaire français au coeur du Canal du Mozambique et ces récentes découvertes majeures de sources d'énergie expliquent beaucoup plus le

regain d'intérêt de la France que l'intérêt électoraliste français (près de 76 000 électeurs inscrits en 2015).

Au delà de cet épisode sportif dont les conséquences se feront ressentir dans les relations bi et multilatérales de la France dans cette région, l'ex puissance coloniale aura à faire face dans son agenda international aux « représailles » des Comores dans les instances onusiennes et surtout africaines. L'île Maurice, les Seychelles et Madagascar ont exprimé leur soutien à la position comorienne. Maurice a exprimé sa « surprise » et les Seychelles ses « inquiétudes » selon ses Ministres des Sports. Ces Jeux ont également été le théâtre d'un autre incident diplomatique avec Madagascar sur une question de protocole de son drapeau. Ayant décidé de bannir tous les symboles nationaux après le retrait des Comoriens, le drapeau malgache fut confisqué manu militari par une chargée du protocole lors d'une remise de médaille. Un affront incompréhensible alors qu'en même temps la Présidente de la collectivité départementale de La Réunion se permettait de se draper dans le drapeau français provoquant encore plus les frustrations des autres délégations.

La France est donc confrontée à un dilemme géopolitique : comment rester dans cette zone et exercer son influence culturelle, militaire et économique, face aux positions africaines anti-colonialistes ? Comment assurer la pleine intégration économique et politique de ses îles au sein des grands blocs régionaux en plein développement comme la SADC ou le COMESA ?

Ces questions sont de plus en plus posées et revendiquée par les autorités déconcentrées et décentralisées de La Réunion. En effet, comparée à l'île Maurice, La Réunion se retrouve de plus en plus exclue des grands courants d'échanges économiques régionaux et de plus en plus enclavée au niveau des liaisons aériennes et portuaires. Pour exemple, Le ciel aérien mauricien accueillera en fin d'année 2015, 13 compagnies aériennes étrangères reliant plus de treize grandes capitales mondiales. L'aéroport Roland Garros n'attire que deux compagnies étrangères moyennes : Air Mauritius et Air Madagascar. Les chiffres du commerce extérieur réunionnais montre encore plus cette exclusion régionale : l'île ne commerce qu'à hauteur de 5% avec ses voisins et 95% avec la France métropolitaine.

De même, pour Mayotte, il serait inconcevable et illusoire de projeter l'avenir de ce territoire sans la prise en compte de son appartenance historique et socio-culturelle à l'archipel des Comores. Ne serait-ce que sur la question de l'immigration clandestine qui a fait plus de 12 000 morts selon le gouvernement comorien ces dernières années, aucune muraille ne pourrait séparer en pleine mer les 70 km de distance entre Mamoudzou et l'île d'Anjouan.

Si ce clash diplomatico sportif ressemble a un combat entre le Goliath français et le David comorien, il aura inéluctablement des conséquences fâcheuses sur la bonne et nécessaire intégration régionale des deux territoires français de cette zone, plus particulièrement en Afrique australe. De source proche de l'Ambassade de France en Afrique du Sud, citée par la presse réunionnais, les autorités de Pretoria considerent La Réunion toujours comme une "colonie" . Comment alors envisager d'évoquer une plus grande intégration économique de La Réunion avec son environnement régional si le dialogue politique est vicié par ce contentieux historique et une incompréhension de ses voisins, surtout l'un des plus puissants : l'Afrique du Sud ?

Les deux entités françaises sont elles condamnées à être exclue de leur environnement régional africain (cf infographie sur l'exclusion africaine de La Réunion et de Mayotte) ? Existe t-il une voie possible d'acceptation de cette double appartenance ? La Réunion a montré qu'il était possible au sein des îles de la COI de faire admettre cette double acceptation. Cela s'est fait dans un dialogue politique direct entre les représentants réunionnais élus ou non, mais également par la solidarité financière des subventions françaises et européennes dans des programmes de coopération. Les autorités élues et administratives de La Réunion ont montré qu'il était possible de le faire avec le premier cercle des îles Etats de son voisinage avec qui elle partage des liens socio-culturels et historiques. Une pratique différente et manifestement difficile à mettre en oeuvre depuis Paris ces derniers temps, qui privilégie manifestement la « diplomatie du gros bâton" faisant sienne cette maxime africaine : parle doucement et porte un gros bâton. La tutelle diplomatique française malgré la décentralisation des outils d'action à l'internationale qui leur est accordée, doublé du ressentiment anti-colonialiste des Africains vis a vis de la France, compromettent l'intégration économique africaine de ces territoires. Une exclusion qui menace leur développement au sein des grands courants d'échanges entre l'Asie et l'Afrique et des BRICS, moteur de la croissance économique mondiale.

http://www.clicanoo.re/496084-l-hegemonisme-francais-menace-l-integration-de-la-reunion-et-de-mayotte.html

Al-watwan

23/10/2015

Un atelier sur les énergies nouvelles à Fomboni

La discussion a porté sur plusieurs aspects, notamment la production d'électricité, la gestion et la valorisation des déchets et du bois, la distillation d'ylang-ylang, etc. *Le choix de Mwali s'explique par le fait que ces formes d'énergie sont plutôt bien présentes dans l'île avec, notamment, tous les foyers d'Itsamia et de la région de Mledjele éclairés à l'énergie solaire.*

Tous les acteurs du secteur des énergies renouvelables se sont retrouvés à Fomboni le mercredi 21 octobre pour un atelier de réflexion sur le développement de la filière et l'efficacité énergétique. *"Le choix de Mohéli n'est pas un hasard. Tous les foyers de la localité d'Itsamia sont aujourd'hui dotés de panneaux solaires tandis que la région de Mledjele est éclairée par une centrale photovoltaïque"*, a déclaré Djamal Ali Mbaraka, chargé du pilotage d'un projet de la Commission de l'Océan indien (Coi), financé par l'Union européenne. Les échanges avaient porté sur plusieurs aspects, notamment la production d'électricité, la gestion et la valorisation des déchets et du bois, la distillation d'ylang-ylang, etc.

Au nom du gouvernement, Raouya Madi Bamdou, directrice régionale de l'Energie, a encouragé de telles initiatives, *"parce que non seulement elles aident à surmonter les difficultés d'énergie dans les petits Etats insulaires comme le nôtre, mais elles vont permettre au pays de mieux faire face aux effets des changements climatiques, bien que les Comores ne figurent pas parmi les plus grands pollueurs"*.

Au sujet de la géothermie, elle a indiqué que les études menées en partenariat avec le gouvernement néo-zélandais, le Pnud et l'Union africaine seraient concluantes quant à la possibilité de son exploitation. Elle a enfin rappelé que le développement du pays allait de pair avec celui de l'énergie. Pour Bamdou, après la phase d'études, viendra le temps de la recherche des financements.

MN. Riziki